

Face à l'inacceptable, résister

LEMONDE.FR

04.09.10

Résister, c'est faire obstacle à une force. Cela suppose de ne pas céder sous son effet ; de ne pas s'altérer sous son effet ; d'augmenter enfin sa propre puissance au point d'inverser le rapport des forces. Depuis le soir du 6 mai 2007, nous sommes un peu plus de quelques-uns à nous considérer comme des résistants. Jusque-là, nous avons tenu : nous avons encaissé le coup et nous l'endurons depuis avec constance. Mais nous n'avons pas encore produit l'impulsion nécessaire au renversement des forces.

L'une des expressions les plus communes et les plus fréquentes de cette latence est une certaine gêne que nous sommes nombreux à avoir ressentie ces dernières années, qui se manifeste comme mutisme. C'est celle que nous éprouvons par exemple quand, confrontés à un nouvel acte odieux, nous nous raidissons, nous élevons la voix, parfois même nous crions, et que nous trouvons à côté de nous quelqu'un pour nous dire à peu près ceci : "Du calme, tout de même, nous ne sommes pas en situation de fascisme". La gêne et le silence qui nous saisissent alors ne viennent pas de l'impression que nous aurions d'avoir été excessifs : nous savons bien que M. Sarkozy n'est pas Pétain et que son régime n'est pas non plus fasciste ; et nous savons aussi bien que nous avons raison de nous y opposer entièrement. Ils naissent plutôt de la difficulté que nous ressentons à traduire pour notre interlocuteur le cri en un concept – ce qui passe sans doute, étant donné notre histoire, par la démonstration de ce qu'il y a de commun entre la résistance que nous exigeons pour aujourd'hui de nous-mêmes et celle qui, il y a soixante-dix ans, donna au mot de résistance un sens nouveau et définitif dans la langue française. Une analyse de cette gêne et de ce silence pourrait-elle aider à comprendre ce que signifie, en France, aujourd'hui, résister, et permettre ainsi de déterminer quelques-unes des conditions du troisième temps constitutif de toute résistance – la conquête ?

Il est toujours étonnant d'entendre dire : "nous savons que nous avons raison". Ce n'est pas la vanité qui nous le fait dire, c'est simplement que le savoir en question est axiomatique. Par exemple, nous savons qu'il est inacceptable de renvoyer dans un pays en guerre trois hommes qui ont fait la moitié de la terre pour y échapper. C'est évident, c'est universel et ça n'a pas besoin d'être démontré : c'est axiomatique. Comment, alors, tous les autres de notre peuple ne crient-ils pas aussi ? Cette contradiction entraîne pour nous, vis-à-vis d'eux, entre autres, ces questions : y a-t-il un ton juste pour désigner l'inacceptable comme inacceptable ? ; quelle forme donner à notre véhémence pour ne pas dépasser ce point au-delà duquel tout ce que nous dirions paraîtrait insignifiant ? ; et, de nouveau, comment traduire nos cris en des concepts ? Ces questions, qui n'ont d'abord l'air que de rhétorique, sont impliquées par un problème qui n'est pas du tout rhétorique : se pourrait-il que l'inacceptable adienne autrement que comme événement intégral ? Se pourrait-il qu'en fait, il se sédimente ? (Nous empruntons le concept de "sédimentation de l'inacceptable" à M. Marc Crépon). Par exemple, il y a trente ans, il y a vingt ans, il y a seulement dix ans, la proposition d'un ministère de l'immigration et de l'identité nationale aurait été retoquée par l'électorat. Que s'est-il donc passé en France ces trente, ces vingt, ces dix dernières années, pour qu'aujourd'hui une telle administration soit instituée ? Combien de petites choses inacceptables avons-nous dû accepter pour que cela arrive ? Et à combien de ces petites choses inacceptables avons-nous dû, collectivement et individuellement, consentir pour qu'aujourd'hui il ne soit plus évident qu'on ne renvoie pas dans un pays en guerre trois hommes qui ont fait jusqu'à nous la moitié de la terre ?

Il faut faire cette hypothèse : l'inacceptable se sédimente, imperceptiblement d'abord, jusqu'à atteindre un seuil, qui n'apparaît peut-être jamais que rétrospectivement, au-delà duquel il déborde. C'est pour cela qu'il n'y a pas de contradiction entre la résistance d'hier et la résistance d'aujourd'hui, qu'il y a prolongement : résister, ce ne peut pas être seulement intervenir au moment du débordement, ce ne peut être que résister continuellement à la sédimentation de l'inacceptable puis, s'il déborde, continuer encore. A ce point de vue, il est logique que, symétriquement, M. Kessler par exemple, s'enthousiasmant des premiers mois de présidence de M. Sarkozy, ait pu écrire, dans une tribune publiée dans le magazine Challenges, le 4 octobre 2007, ceci : "Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !".

Comment interrompre la sédimentation ? Il faudrait comprendre comment elle s'opère. Nous pourrions d'abord noter que, pour que ce qui ne peut pas être accepté le soit, pour qu'une telle contradiction se maintienne, il faut que le sens lui-même ait été atteint. C'est une idée apparemment abstraite, mais dont nous faisons en fait l'expérience quotidiennement. C'est l'expérience du silence. Combien de fois ces dernières années ne nous sommes-nous pas retrouvés bouche bée devant un ou une sarkozyste qui nous expliquait pourquoi il était bon de revenir sur le droit de grève par un service minimum obligatoire, ou pourquoi il était bon d'instaurer la rétention de sûreté, ou pourquoi il aurait été bon de tester l'ADN des enfants des immigrés ? Si nous nous retrouvons bouche bée dans ces situations, ce n'est pas du tout parce que nous avons tort et qu'ils ont raison. C'est parce que, pour répondre, il faudrait démontrer des évidences, ce qui, par définition, ne peut pas se faire. C'est pourtant là que nous en sommes aujourd'hui, à ce point absurde – et pénultième – où résister, c'est re-démontrer les évidences : pourquoi il n'est pas acceptable d'instaurer un bouclier fiscal pour les plus dotés dans une République qui a le mot d'égalité à ses frontons ; pourquoi il ne serait pas acceptable de supprimer le juge d'instruction ; pourquoi il est inacceptable qu'un président de la République et un ministre de l'intérieur se croient permis de demander à tort et à travers que l'on déchoie les gens de leur nationalité.

Ces quelques exemples le montrent assez : l'opérateur de la sédimentation de l'inacceptable, c'est la bêtise. Ce sont les vœux et les entraînements de l'opinion courante qui clament avec Mme Lagarde, le 10 juillet 2007, au sein même de notre Assemblée nationale : "assez pensé maintenant". C'est l'hypocrisie "habile à mal poser les problèmes pour mieux légitimer les odieuses solutions qu'on leur apporte" (Césaire, Discours sur le colonialisme) : considérer les retraites indépendamment des conditions du travail ou du rapport entre le travail et le capital, et dire "nous vivons plus longtemps, nous devons travailler plus longtemps" ; poser plus généralement la mondialisation capitaliste comme un phénomène irréversible sans tenir compte des moyens dont la France dispose pour contribuer à en orienter le cours, et dire "nous réformons" pour dire "nous abdiquons" ; généraliser un fait relevant du droit commun à toute une population, l'y réduire tout entière, et, une aube, évacuer un campement de Roms. Deleuze avait raison : résister, c'est "nuire à la bêtise".

Il serait vain toutefois de lui répondre point par point : la bêtise est systématique. On n'argumente pas avec elle, on lui fait obstacle. Or, cela ne peut se faire qu'en produisant du sens indépendamment d'elle, c'est-à-dire en déterminant un fondement où le sens pourra naître de nouveau et d'où il pourra se déployer de nouveau, exprimable et recevable collectivement : un principe. Il n'est pas anodin que tous les mouvements de résistance authentiques aient produit des idées nouvelles dans des textes ou des discours dont on prenait soin d'exposer les principes. Ainsi le programme du Conseil national de la Résistance : "la Résistance n'a pas d'autre raison d'être que la lutte quotidienne sans cesse intensifiée" pour "instaurer, dès la Libération du territoire, un ordre social plus juste". C'est que, résister, fondamentalement, c'est faire sens ; et que le levier qui fait passer de l'endurance à la conquête, toujours, c'est ce qu'il y a d'esprit dans un corps, c'est le sens extériorisé dans le dehors.

Cela signifie par exemple que, pour les organisations de résistance existantes – partis, syndicats, associations, collectifs –, il serait absurde de croire pouvoir élaborer un programme politique selon l'ordre des thèmes retenus par les médias dans "l'actualité", ou selon l'ordre du calendrier de l'UMP, ou selon quelque ordre que ce soit qui n'ait pas d'abord été fondé en raison. Faire sens, en l'occur-

rence, requiert de commencer par déterminer et exposer le sens de la cohérence du programme. C'est ici, sans doute, que nos résistances auront le plus conscience de leur diversité. Solitaires ou collectives, anonymes ou publiques, scientifiques, artistiques ou directement militantes, à la lampe d'un bureau, dans les rues des villes, en réseaux, en collectifs, en associations, en syndicats, en partis, en livres, en articles, en discours, en grèves, en votes, silencieuses ou tapageuses, pour une cause singulière ou pour toutes les causes à la fois, de l'extrême-gauche au centre et même à la droite où des citoyens encore se conçoivent comme des résistants, un refus nous unit pourtant : non pas celui de la personne de M. Sarkozy, qui a peu d'importance, mais de ce dont Sarkozy est le nom (Nous empruntons cette formulation à M. Alain Badiou), cette certaine alliance du capitalisme, du nationalisme, du sécuritarisme, de l'autoritarisme et de la vulgarité.

Unis par un même refus, pouvons-nous maintenant nous unir en une même affirmation ? C'est nécessaire : face à un bloc, si le harcèlement est indispensable, il n'est pas suffisant ; il y faut à la fin opposer une union et une unité d'action. La situation, qui est notre repère commun, peut être le vecteur de notre unité. Si nous considérons : que dans la situation française d'aujourd'hui, la priorité de l'action est la substitution à ce pouvoir d'un ensemble politique qui, refusant d'acter le réel, prétendrait créer les conditions de notre émancipation ; que les élections nationales de 2012 sont le moment le plus proche pour opérer cette substitution ; que la gauche est la seule orientation possible de l'émancipation ; qu'au sein de la gauche électorale, le Parti socialiste tient une place prédominante ; alors nous devons agir, dans un premier temps, en vue de la victoire électorale de la gauche et du Parti socialiste en 2012.

Nous conviendrons que cela fait beaucoup d'hypothèses et qu'il en existe de moins pessimistes. Depuis trente ans, le Parti socialiste a souvent déçu ; et nous ne lui accorderons pas notre confiance sans conditions. Nous n'attendons pas de lui qu'il soit un autre bloc, mais qu'il soit le point de rencontre de nos résistances – cela demande de penser une nouvelle forme de mobilisation. Nous n'attendons pas de lui seulement qu'il nous débarrasse de ce pouvoir, mais qu'il rétablisse la République et qu'il transforme la France en ce qu'elle fut un jour aux yeux du monde, le pays de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Nous attendons de lui qu'il fasse sens. Pour lui, cela signifie éminemment de poser cette question : Qu'est-ce que le socialisme ? Nous sommes un peu plus de quelques-uns à penser que c'est de la réponse à cette question, par la détermination d'un principe, que dépendra sa capacité à se hisser à la hauteur de la responsabilité historique qui pèse lourdement sur lui aujourd'hui : rendre possible un nouveau rendez-vous des résistants, le soir d'un autre mai, quand, devenus le petit nombre de beaucoup, à la Bastille, nos cris trouveront leur écho ; résister – conquérir.

Salim Abdelmadjid,
membre du Parti socialiste, pour le réseau Jaurès

LEMONDE.FR
04.09.10